

UN REGARD ULTRAMARIN SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, ENTRE ADHÉSION, MÉMOIRE COLONIALE ET REVENDICATIONS SOCIALES

Jeanne Belanyi

24/06/2025

Dans un contexte de recomposition géopolitique et de recul de l'influence française, notamment en Afrique, [une enquête d'opinion](#) de l'Agence française de développement (AFD) et de la Fondation examine la perception qu'ont les Français des politiques de développement. Cette enquête intègre un échantillon de Réunionnais, offrant un éclairage inédit depuis un territoire à la fois bénéficiaire et acteur de la solidarité internationale. Dans cette note, Jeanne Belanyi, directrice de l'Observatoire des Outre-mer de la Fondation, analyse la spécificité de ce regard ultramarin.

Dans un contexte international marqué par une intensification des tensions géopolitiques, et alors que le recul progressif de l'influence française, notamment en Afrique, illustre les difficultés de Paris à réinventer ses relations avec les pays anciennement colonisés, l'Agence française de développement (AFD) a commandité [une enquête d'opinion](#) en avril 2025 sur la perception par les Français de la politique de partenariats internationaux de la France. Fait rare, cette enquête intègre un échantillon de résidents ultramarins, en l'occurrence réunionnais, permettant de mieux comprendre la réception de cette politique publique au sein d'un territoire à la fois bénéficiaire de l'aide publique au développement et contributeur à l'influence française dans l'océan Indien.

S'inscrivant dans la filiation historique de la Caisse centrale de la France d'outre-mer, créée en 1944 pour financer le développement économique et social des territoires dits d'outre-mer, l'AFD consacre une part importante de son activité aux territoires ultramarins. Sur le terrain, elle collabore étroitement avec les collectivités locales, notamment pour concevoir et financer leurs politiques publiques. Elle soutient également les acteurs économiques et sociaux, à travers des projets de rénovation urbaine, de développement des infrastructures de base ou encore de promotion de l'entrepreneuriat local.

Mais son action dépasse le seul cadre local. Elle s'inscrit aussi dans une logique plus large de coopération et d'intégration régionales, propre à chaque territoire ultramarin, selon les enjeux de son bassin géographique. Ce positionnement confère à l'AFD un rôle singulier dans la politique extérieure française : celui d'un acteur opérant à la fois dans les outre-mer français et dans les pays en développement, souvent situés dans leur voisinage immédiat.

La prise en compte de l'opinion réunionnaise dans ce sondage revêt une double importance. D'une part, elle répond à une carence structurelle : l'exclusion fréquente des territoires ultramarins des grandes enquêtes nationales d'opinion. D'autre part, elle éclaire utilement les spécificités du regard porté par une population directement concernée par les politiques de coopération, à l'intersection des dynamiques nationales et internationales.

Si l'on peut regretter l'absence de données issues des autres bassins ultramarins, notamment Atlantique et Pacifique, le choix d'inclure La Réunion dans (une partie de) l'enquête demeure pertinent : d'abord au regard du rôle stratégique que ce territoire joue dans les relations régionales avec les États voisins, puis du fait de son rôle dans l'influence géopolitique et diplomatique de la France dans l'océan Indien.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Un soutien réunionnais affirmé à la solidarité internationale

En France hexagonale, 66% des sondés se déclarent favorables aux aides françaises à destination des pays en développement. À La Réunion, cette adhésion est encore plus marquée, avec 70% des personnes interrogées exprimant leur soutien à ces politiques de solidarité internationale. Si l'écart peut sembler modeste, il traduit néanmoins une sensibilité accrue de cette frange ultramarine aux enjeux de développement économique, de réduction des inégalités sociales et d'amélioration des conditions de vie dans les pays partenaires.

Ces préoccupations entrent probablement en résonance avec les réalités socio-économiques de La Réunion et, plus largement, des territoires ultramarins. Les problématiques de sous-

développement chronique, de chômage de masse, de précarité et de domination économique persistent et continuent d'être dénoncées avec vigueur dans les outre-mer. À cet égard, les disparités de prix demeurent un indicateur parlant, le coût de la vie étant significativement plus élevé : +9% en moyenne à La Réunion par rapport à l'Hexagone¹, et jusqu'à +12% pour un panier calqué sur les habitudes de consommation hexagonales². Ce différentiel s'explique principalement par le poste « alimentation », dont les prix sont en moyenne 37% plus élevés sur l'île³.

En cette période annuelle de commémoration de l'abolition de l'esclavage, il est également permis de penser que l'adhésion accrue des sondés réunionnais à cette politique de solidarité internationale (cette expression étant jugée plus pertinente que celle d'aide publique au développement aussi bien par les Hexagonaux que par les Réunionnais) n'est pas sans lien avec l'histoire de l'esclavage et des migrations liées aux impérialismes. Car ni l'abolition de l'esclavage, ni les indépendances des États colonisés, ni la « décolonisation intra-française⁴ » – le prisme ultramarin démontrant que la décolonisation ne s'est pas toujours traduite par l'accès à l'indépendance, mais a pu, à l'inverse, prendre la forme d'une « inclusion politique » par la départementalisation de certains de ces territoires – ne suffisent à occulter les traces de la domination coloniale.

En effet, le changement de statut politique des « vieilles colonies » de La Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, devenues départements français en 1946, n'a pas suffi à effacer « comme par miracle les effets sociaux, politiques, économiques, culturels, instruits durant la période coloniale⁵ ». Depuis cette date, la départementalisation s'apparente dès lors moins à une politique d'« égalité réelle » qu'à un processus continu de rattrapage, dont on peut légitimement se demander s'il permettra, un jour, de combler totalement les écarts structurels persistants.

Une singularité réunionnaise dans la perception de la solidarité internationale

On ne peut en effet nier que ce passé pèse sur le présent et impacte directement la politique nationale, ne serait-ce qu'à l'échelle sémantique, révélatrice de la problématique relationnelle entre la France continentale et la France ultramarine. Il n'est ainsi pas anodin que le terme « Hexagone » soit désormais préféré à celui de « métropole » pour désigner la France continentale, le second terme renvoyant directement à l'histoire coloniale et à une hiérarchie territoriale désormais contestée. Difficile également de nier que l'empreinte coloniale française reste profondément ancrée dans les dynamiques économiques, sociales et politiques des nations anciennement colonisées devenues indépendantes, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale,

deux zones majeures de l'expansion coloniale française entre la fin du XIX^e siècle et les années 1960.

Or, ce lien historique ne laisse pas indifférente la société réunionnaise, marquée par une hétérogénéité culturelle issue de l'histoire de la colonisation, de l'esclavage et de l'engagisme⁶, qui a forgé, au fil du temps, une culture de l'échange et du métissage, un mode de vie que le chercheur Carpanin Marimoutou décrit comme « fondé sur la mise en commun, la négociation, le dialogue, la tolérance et la solidarité⁷ ». Cette pluralité culturelle, tout comme la mémoire encore vive des dominations passées, peut expliquer une forme de sensibilité accrue aux réalités des sociétés postcoloniales, notamment africaines. Elle favorise chez une partie de la population une capacité d'identification ou d'empathie historique avec d'autres territoires ayant connu des trajectoires similaires de dépendance, de violence structurelle ou de quête de souveraineté.

Ce prisme éclaire utilement un chiffre marquant de l'enquête : 59% des Réunionnais interrogés se déclarent favorables à une intervention prioritaire de la politique de développement international de la France (*via* des aides, partenariats ou investissements solidaires) en Afrique centrale et de l'Ouest, contre une moyenne de 39% des sondés des régions de l'Hexagone. Cet écart significatif illustre une sensibilité différenciée aux enjeux de solidarité avec les anciennes colonies françaises africaines. Là où certains Français de l'Hexagone perçoivent peut-être encore ces relations sous l'angle de la dette historique ou de l'intérêt géopolitique, les Réunionnais y voient certainement davantage une continuité d'histoire, de condition ou de destin. Cette disposition, façonnée par un passé commun de domination, mais aussi par un quotidien encore traversé par des inégalités systémiques, nourrit certainement une adhésion à une politique de coopération internationale envisagée non comme une faveur unilatérale, mais comme un geste de justice et de reconnaissance mutuelle.

Quand la mémoire coloniale percute les réalités géopolitiques de demain

Plus globalement, aux côtés des Franciliens, qui occupent la deuxième place du classement avec 69%, les Réunionnais sont 74% à se déclarer particulièrement sensibles aux difficultés rencontrées par les populations des pays moins développés que la France. Deux facteurs principaux peuvent éclairer cette sensibilité renforcée.

D'une part, comme évoquée précédemment, La Réunion reste traversée par de profondes inégalités, qui nourrissent sans doute une perception plus aiguë des effets persistants de la

domination politique, économique et culturelle instaurée par le système colonial. Des effets que subissent encore nombre d'anciennes colonies devenues indépendantes, vers lesquelles se dirige une part importante de l'aide publique au développement française, mais qui se manifestent également à travers les conditions sociales et économiques réunionnaises. Alors que 36% des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté (contre 14% en moyenne nationale)⁸, les inégalités de revenus y sont particulièrement marquées : le revenu disponible des 20% les plus favorisés est 5,5 fois supérieur à celui des 20% les plus modestes⁹. Ces écarts sont aggravés par un contexte de vie chère structurelle, dont les causes sont bien identifiées, notamment dans le domaine de la grande distribution.

À cet égard, l'influence du groupe Bernard Hayot (GBH) sur l'économie réunionnaise illustre une concentration de pouvoir économique préoccupante. Régulièrement critiqué pour les marges jugées excessives qu'il applique, le groupe détient environ 37% des parts de marché de la grande distribution à La Réunion et capte à lui seul 45% des dépenses de consommation courante des ménages¹⁰. Ce quasi-monopole pèse lourdement sur le coût de la vie, notamment dans le secteur alimentaire. Ce déséquilibre suscite d'autant plus d'indignation que Bernard Hayot, dirigeant de ce groupe, a récemment été élevé au rang de Grand Officier de la Légion d'honneur par le président Emmanuel Macron. Une distinction perçue par une partie de la population locale comme une dissonance majeure, au regard des effets concrets de cette domination économique sur les conditions de vie des Réunionnais.

Ainsi, à la question « Parmi les causes suivantes à l'international, laquelle vous inciterait le plus à vous engager personnellement ? », les priorités exprimées diffèrent sensiblement entre les répondants de l'Hexagone et ceux de La Réunion, moins dans l'ordre des préoccupations que dans leur intensité. Pour les sondés réunionnais, deux causes se détachent nettement : la lutte contre la pauvreté et les inégalités (22%), ainsi que la lutte contre la faim et la malnutrition (22%). Si ces enjeux figurent également parmi les préoccupations premières des répondants hexagonaux, ils le sont dans une moindre mesure (13% et 12% respectivement), et sont devancés par la lutte contre le changement climatique, qui arrive en tête des priorités identifiées à l'échelle hexagonale (14%).

D'autre part, située à la confluence des zones géostratégiques indopacifique et africaine, La Réunion se trouve au cœur de tensions et de mutations qui touchent directement son avenir. Le déclin progressif de l'influence française en Afrique, où Paris peine à redéfinir ses relations avec ses anciennes colonies dans un contexte de recomposition des équilibres de pouvoir, contribue à nourrir cette inquiétude. Par ailleurs, la « Stratégie trois océans » de l'Agence française de développement, qui entend décloisonner les approches entre territoires ultramarins et pays insulaires voisins, souligne à quel point les enjeux sanitaires, climatiques, migratoires ou

économiques sont aujourd’hui profondément partagés. Ces dynamiques régionales, combinées à la fragilité structurelle de certains pays en développement proches, peuvent avoir des répercussions directes sur La Réunion, que ce soit en termes de sécurité, de flux migratoires ou de stabilité économique. 45% des Réunionnais interrogés estiment ainsi que, dans les dix à quinze prochaines années, les évolutions sur les plans politique, économique, climatique ou démographique dans les pays en développement pourraient avoir un impact négatif sur leur vie. Ce chiffre, particulièrement élevé, témoigne d’une conscience aiguë des interdépendances géopolitiques, économiques et environnementales qui lient La Réunion à son environnement régional et international, dans un contexte où les contestations territoriales (la souveraineté française sur les îles Éparses et Tromelin étant contestée par Madagascar et Maurice) et les tensions géostratégiques s’intensifient.

Une solidarité internationale plébiscitée mais conditionnée à une justice sociale nationale ?

Si l’enquête pointe que les Réunionnais se montrent plus sensibles que la moyenne aux dimensions de coopération internationale¹¹ et de solidarité envers les plus fragiles¹², ils sont toutefois 66% à considérer qu’un pays comme la France se doit de se protéger d’abord lui-même sur le plan économique, un taux supérieur de 10 points à la moyenne hexagonale (56%). Est-ce une forme de protectionnisme ?

Ce chiffre pourrait en effet être interprété comme l’expression d’un protectionnisme défensif, davantage nourri par des inquiétudes économiques locales que par une opposition idéologique à la solidarité internationale (comme les données précédentes l’ont montré, les Réunionnais adhèrent fortement aux valeurs de coopération). Mais dans ce territoire où les taux de pauvreté, de chômage et de vie chère demeurent bien supérieurs à ceux de l’Hexagone, les appels à la solidarité internationale cohabitent avec une forte attente d’équité dans la répartition des ressources et des efforts. Autrement dit, la conscience des interdépendances mondiales ne supprime pas le sentiment d’injustices socioéconomiques vécu au quotidien.

Cette perception peut aussi être reliée à un sentiment d’abandon ou de relégation, dans un contexte où la centralité hexagonale dans les politiques publiques demeure largement dominante. Ce taux élevé pourrait ainsi traduire une demande implicite de reconnaissance et de justice sociale, exprimant le besoin d’une solidarité nationale renforcée. C’est dans cette perspective qu’il faut sans doute comprendre la division marquée des Réunionnais sur la question du soutien de la France à l’Ukraine.

Si, à l'échelle nationale, la position dominante est celle du *statu quo*, 40% des sondés estimant que la France ne doit ni réduire ni renforcer sa coopération avec l'Ukraine, seuls 28% des Réunionnais partagent ce point de vue. Leur répartition se montre bien plus polarisée : ils sont, d'un côté, 39% à souhaiter une diminution de l'aide (contre 32% au niveau national), et, de l'autre, 33% à demander son renforcement (contre 28% en moyenne). Autrement dit, La Réunion est à la fois le territoire où l'on retrouve la plus forte proportion de partisans d'un désengagement, et celui où l'on observe le plus grand soutien à un engagement accru.

Cette polarisation se confirme dans les réponses concernant l'après-guerre. Si 36% des Réunionnais souhaitent que la France investisse dans la reconstruction économique et infrastructurelle de l'Ukraine, ce qui en fait la réponse la plus choisie dans l'île, ils sont également 28% à considérer que la France ne devrait pas accompagner l'Ukraine, car ce n'est pas son rôle (contre 20% dans l'Hexagone). Enfin, l'hypothèse d'une aide militaire à l'Ukraine pour protéger ses frontières suscite un net rejet local : seuls 7% des sondés réunionnais y sont favorables, contre 18% au niveau national.

Ces résultats traduisent moins une opposition à la solidarité internationale qu'une forte attente de priorisation des besoins locaux, dans un contexte où l'aide extérieure peut être perçue comme entrant en concurrence avec des urgences sociales non résolues sur le territoire.

Ces perceptions critiques trouvent par ailleurs un écho dans le contexte institutionnel national, marqué récemment par un net rétropédalage en matière de politique d'aide publique au développement. Cette inflexion a pu renforcer un certain scepticisme quant à la portée réelle de l'aide française. Interrogés sur l'efficacité globale du soutien de la France aux pays en développement, seuls 39% des Réunionnais estiment qu'il est efficace, contre 47% au niveau hexagonal. À l'inverse, 61% des sondés réunionnais considèrent qu'il n'est pas efficace, soit 8 points de plus que la moyenne nationale (53%). Ces chiffres suggèrent une méfiance plus prononcée dans les territoires ultramarins, où les écarts de conditions de vie avec l'Hexagone et les insuffisances perçues de la solidarité nationale peuvent nourrir une forme de défiance vis-à-vis de l'action extérieure de la France, jugée parfois éloignée des réalités et priorités locales.

Toutefois, cette défiance ne s'accompagne pas nécessairement d'une vision plus lucide de la réalité budgétaire de l'action extérieure française. À rebours de ce scepticisme, une large partie des sondés, tant à La Réunion que dans l'Hexagone, semble accorder un crédit excessif à la générosité de la France en matière de partenariats internationaux. Lorsqu'on les interroge sur les moyens alloués à cette politique, 44% des Réunionnais et 34% des Français de l'Hexagone estiment que la France y consacre au moins 20 milliards d'euros par an, un chiffre très supérieur

aux montants réels. De même, 58% des sondés réunionnais (et 50% au niveau national) pensent que cette aide représente au minimum 5% du budget de l'État, alors qu'elle en constitue en réalité une fraction bien plus modeste.

Fracture informationnelle ultramarine : le risque d'une géostratégie sans relais

Pour conclure, soulignons que ce paradoxe entre perception d'une aide surdimensionnée et défiance vis-à-vis de son efficacité soulève une autre question cruciale : celle de l'accès à une information fiable et contextualisée, en particulier dans les territoires ultramarins, comme La Réunion. Alors que l'île occupe une position géostratégique majeure dans l'océan Indien, à la croisée de multiples enjeux diplomatiques, économiques, environnementaux et sécuritaires, son isolement relatif et la fragilité de son écosystème médiatique limitent l'appropriation des grands enjeux internationaux par la population.

Les résultats de l'enquête révèlent en effet un intérêt moindre pour l'actualité internationale à La Réunion par rapport à la moyenne hexagonale, ce qui peut s'expliquer en partie par des habitudes médiatiques distinctes : si les journaux télévisés de 20 heures restent la source principale d'information dans les deux contextes, ils sont moins regardés à La Réunion (25% contre 34%), tandis que les réseaux sociaux y occupent une place plus importante (31% contre 21%), accentuant potentiellement l'exposition à des contenus moins vérifiés ou plus fragmentaires.

Ce déficit d'accès à une information rigoureuse est d'autant plus préoccupant que les médias ultramarins traditionnels sont eux-mêmes en grande difficulté. Les quotidiens ultramarins, fragilisés par la baisse des recettes publicitaires et les coûts logistiques, peinent à survivre, ce qui alimente une dynamique de « désert informationnel ». À La Réunion, comme ailleurs en outre-mer, cette érosion de l'offre médiatique affaiblit les conditions d'un débat public éclairé et, par conséquent, la capacité des citoyens à se saisir des enjeux internationaux dans toute leur complexité. Or, dans une région exposée aux recompositions de la zone indopacifique, à l'expansion des influences étrangères et aux effets du changement climatique, l'information n'est pas un luxe périphérique : elle conditionne la capacité des citoyens à comprendre les rapports de force internationaux et à défendre leurs intérêts dans un monde globalisé.

1. *En 2022, les prix restent plus élevés dans les DOM qu'en France métropolitaine, en particulier pour les produits alimentaires*, Insee, n°1958, 11 juillet 2023.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Nicolas Roinsard, « Soixante ans de départementalisation à La Réunion : une sociologie des mutations de l'organisation sociale et de la structure de classe en contexte postcolonial », *Revue Asylon(s)*, n°11, mai 2013.
5. Nicolas Bancel, « 6. L'histoire difficile : esquisse d'une historiographie du fait colonial et postcolonial », *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005.
6. Un système d'utilisation de la main-d'œuvre qui prend le relais de l'esclavage suite à l'abolition de 1848 dans l'espace colonial français.
7. Carpanin Marimoutou, « La Réunion, « île-laboratoire ». Alchimie des cultures », *Le Monde diplomatique*, mars 2010.
8. *En 2021, le taux de pauvreté s'élève à 36 % à La Réunion*, Insee, n°268, 2024.
9. Ibid.
10. « « On mentait éhontément » : comment le Groupe Bernard Hayot s'est enrichi en creusant la pauvreté en outre-mer », *L'Humanité*, 10 janvier 2025.
11. 41% des Réunionnais interrogés considèrent que la France se doit de coopérer avec un maximum de pays, contre 33% à l'échelle hexagonale.
12. 51% des Réunionnais interrogés considèrent que la France se doit de se montrer solidaire avec les plus fragiles, contre 35% à l'échelle hexagonale.